

CLIMATE

RÉSOLUTION

**LA VISION DU PPE POUR UNE PLANÈTE DURABLE
RÉDUIRE LES ÉMISSIONS TOUT EN CRÉANT DES EMPLOIS**



Résolution adoptée par le Congrès du PPE organisé à Zagreb (Croatie) les 20 et 21 novembre 2019

La vision du PPE pour une planète durable

Réduire les émissions tout en créant des emplois

Le changement climatique est une réalité qui nous concerne tous et le PPE reste fermement résolu à le combattre. Depuis plus de dix ans, le PPE a été une force motrice de l'agenda en matière d'action pour le climat de l'UE.

Le réchauffement climatique demeure toutefois un problème d'envergure internationale et l'UE étant responsable de moins de 10 % des émissions mondiales de CO₂, les acteurs du monde entier doivent s'impliquer. De la conférence de Bonn sur le changement climatique de 2009 à l'adoption historique de l'accord de Paris internationalement contraignant en 2015, le PPE a toujours soutenu les efforts internationaux menés par l'UE pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius.

Cependant, l'heure n'est pas à l'autosatisfaction. Nous devons redoubler d'efforts. Les preuves scientifiques alarmantes démontrent que les mesures actuelles ne sont pas à la hauteur de l'ampleur du problème, tandis que les effets du changement climatique sont de plus en plus tangibles au quotidien et qu'ils se font ressentir plus vite que prévu par la plupart des scientifiques. L'augmentation constante de la température des océans tue les écosystèmes marins et fait fondre la glace arctique, modifiant fortement les schémas météorologiques et climatiques. La fonte sans précédent de la calotte glaciaire du Groenland, les feux de forêt et le dégel du pergélisol dans l'Arctique survenus cet été nous rappellent de manière frappante que nous devons agir de toute urgence. Les phénomènes météorologiques extrêmes entraînent régulièrement la perte de vies humaines et de moyens de subsistance, pendant que la détérioration de la qualité de l'air provoque des maladies respiratoires. La biodiversité est menacée, car la nature a du mal à coexister avec une population mondiale, des monocultures, des déchets et une pollution en constante augmentation.

Les prochaines générations s'inquiètent à juste titre de l'état de la planète dont elles hériteront. Dans le même temps, elles sont prêtes à agir et à contribuer au changement. Les entreprises perçoivent de plus en plus les avantages de la nouvelle économie durable. Nous n'avons pas besoin de fatalisme, mais bien d'ambition et d'action. Profitons de cet élan et investissons dans un meilleur avenir pour nos enfants.

- 1. Définir des objectifs ambitieux, mais réalistes pour que l'UE soit neutre en carbone d'ici 2050**

L'UE s'est déjà engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % avant 2030 (par rapport aux niveaux de 1990) et vise une neutralité en carbone à l'horizon 2050. Mais nous devons nous montrer plus ambitieux. Par conséquent, le PPE encourage la Commission de la Présidente élue Ursula von der Leyen à avancer des propositions visant à réduire les émissions d'au moins 50 % d'ici 2030. Le climatoscepticisme et le déni n'ont jamais permis d'avancer, tout comme les politiques environnementales utopistes ou le socialisme vert, qui menacent notre avenir économique et nos emplois. Nous avons besoin de politiques cohérentes et de normes harmonisées efficaces et entraînant les réductions d'émissions nécessaires. Le PPE ne croit pas en la restriction ou l'interdiction totale – nous voulons soutenir l'économie sociale de marché et lancer les bonnes mesures incitatives pour que les citoyens et les entreprises réduisent leur empreinte carbone. Du même coup, les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU constituent une part intégrante de la politique du PPE. Il n'existe pas de solution miracle et les investissements dans la recherche et le développement de toutes les technologies disponibles à faible intensité de carbone et sans carbone visant à réduire les gaz à effet de serre sont indispensables pour parvenir à zéro émission nette ainsi que pour stimuler la capture, le stockage et l'utilisation des émissions de CO₂ de l'atmosphère, y compris leur absorption par des puits de carbone. Les innovations respectueuses du climat ouvriront de nouvelles possibilités de croissance économique et de création d'emplois. Seules de telles propositions innovantes peuvent inciter les citoyens et les entreprises à s'impliquer et offrir des résultats climatiques assortis de prospérité.

En 2005, le PPE a soutenu la création du système européen d'échange de carbone comme pierre angulaire de la politique de l'UE pour réduire les émissions de CO₂ de l'industrie de la manière la plus performante possible. Ce mécanisme a évolué et est devenu le principal système d'échange de quotas d'émission au monde. Il sert ainsi d'inspiration et de modèle à d'autres pays des quatre coins de la planète. La réforme la plus récente, appuyée par le PPE, assure sa pertinence pour les dix prochaines années. Le prix du carbone pourrait être davantage stimulé en incluant plus de secteurs de l'économie dans le système d'échange. Il est essentiel de définir le prix des émissions de gaz à effet de serre dans tous les domaines pour réduire ces émissions. L'UE doit également garantir des conditions équitables face à la concurrence internationale émanant de pays disposant de politiques climatiques moins strictes.

La transition vers une économie plus propre requiert l'engagement de tous les secteurs de l'économie et doit être soutenue par des investissements publics et privés. Le secteur du transport offre un important potentiel en vue d'une transition vers une mobilité à faible intensité de carbone. L'électrification, reposant sur un réseau de recharge adéquat, l'utilisation de l'hydrogène, les carburants alternatifs, y compris le biogaz et les biocarburants avancés inoffensifs pour la production alimentaire et la biodiversité, ainsi que les solutions urbaines intelligentes: voilà autant d'innovations que nous sommes prêts à soutenir tout en imposant des limites d'émissions de CO₂ aux nouvelles voitures particulières et aux véhicules

utilitaires lourds. L'UE devrait par conséquent renégocier la Convention de Chicago pour pouvoir mettre fin à l'exonération de la taxe sur le carburant d'aviation. L'aviation et le secteur maritime devront contribuer à la solution sur une même base, et ce, dans le but de créer des conditions de concurrence équitables entre les différents types de transport. Outre la réduction des émissions de carbone, des mesures locales visant à améliorer la qualité de l'air dans les villes offrent déjà des résultats.

L'Union de l'énergie doit être accélérée, les capacités de stockage d'énergie doivent être augmentées et les capacités d'interconnexion entre l'UE et ses pays voisins, ainsi qu'au sein de tous ces pays devraient être améliorées pour que l'énergie puisse être distribuée sur le continent et que la part d'énergies renouvelables intermittentes croisse. Ces points s'avèrent particulièrement importants pour les perspectives économiques de l'industrie européenne. Alors que chaque pays de l'UE exploite son propre bouquet énergétique, l'énergie nucléaire peut servir de technologie-relais dans une transition vers une production d'électricité à faible intensité de carbone et sans carbone, à condition qu'elle respecte les normes européennes strictes en matière de respect de l'environnement et de sécurité nucléaire. Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, y compris dans les bâtiments, demeurent encore loin de leur plein potentiel. Des mécanismes de financement intelligents permettraient de moderniser les maisons et les systèmes de chauffage. Les ménages peuvent moduler leur demande d'énergie grâce à des compteurs intelligents. Nous devons couper les subventions octroyées aux combustibles fossiles et rediriger l'aide vers des technologies permettant de capturer, de stocker et de réutiliser le CO₂ dans des secteurs où les hydrocarbures sont encore nécessaires. Cette mesure s'avère particulièrement importante pour le charbon et le lignite, qui émettent le plus d'émissions de GES. Les preuves de la fuite d'émissions de méthane confirment que le gaz de schiste est incompatible avec une politique climatique sensée. L'hydrogène à faible émission de carbone et économe en énergie («hydrogène bleu») jouera un rôle important dans la décarbonisation des secteurs de l'énergie et de l'industrie, ainsi que dans la construction d'infrastructures ouvrant la voie à la transformation d'énergie renouvelable en hydrogène vert stockable.

23 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent des secteurs de l'agriculture et de la sylviculture, alors qu'elles ne s'élèvent qu'à 10 % dans l'UE. Des pratiques agricoles plus durables devraient atténuer les impacts environnementaux et protéger les sols, l'eau et la biodiversité en optimisant les méthodes de production, comme l'utilisation de pesticides et d'engrais. Les sols devraient devenir des puits de carbone au lieu d'en être des émetteurs. L'agriculture intelligente ainsi que l'utilisation de la biomasse dans les cycles agricoles peuvent permettre de réduire davantage les émissions du secteur, tandis que l'augmentation des taux de boisement dans la sylviculture créera d'importants puits de carbone.

Même en déployant les efforts les plus ambitieux pour réduire les émissions mondiales, nous devons déjà nous préparer à faire face aux répercussions du changement climatique

aujourd'hui, en assurant plus particulièrement notre résistance aux catastrophes naturelles, notamment les inondations, les sécheresses et les feux de forêt.

Dans un contexte plus global, pour avancer, nous devons assurer la transformation de notre mode de consommation en une économie circulaire où les déchets constituent une ressource. Nous devons faire baisser les quantités de plastique que nous produisons, utilisons et jetons afin qu'il ne finisse pas dans les océans. Il s'agit entre autres des filtres de cigarette à usage unique, regorgeant de substances dangereuses et qui représentent les déchets les plus communément jetés dans le monde. L'incinération de déchets pour générer de l'électricité n'est pas une solution, à moins d'éviter la pollution toxique du processus.

2. Donner du pouvoir aux citoyens

Le PPE sait que les politiques climatiques ont des répercussions sociales considérables, susceptibles de mobiliser les citoyens sur de nombreux fronts. Tandis que les étudiants et les élèves exigent que le changement climatique soit pris au sérieux, leurs parents ont souvent du mal à faire face à l'augmentation des prix du carburant, à s'acquitter des nouveaux péages routiers ou s'inquiètent des effets de la construction d'une éolienne près de chez eux sur la valeur de leur bien immobilier. Dans le même temps, une bonne qualité de l'air et un environnement propre contribuent largement à la santé de la population et devraient, par conséquent, être des priorités.

Toutes les préoccupations des citoyens doivent être entendues et prises en compte. Le fait d'imposer un prix efficace pour le carbone permettrait d'engranger des recettes considérables pour réduire les coûts sociaux de la transition vers une économie à faible intensité de carbone dans les régions dépendant des combustibles fossiles en plus du financement de l'UE prévu à cet effet. Les personnes résidant dans des zones rurales sans accès à des transports publics propres devraient se voir offrir des avantages fiscaux supplémentaires. Par ailleurs, les municipalités et les villes occupent une place prépondérante en matière d'investissements respectueux du climat, p. ex. dans les domaines de l'énergie et de la mobilité. L'UE peut les aider à préparer des stratégies d'investissements et à trouver des moyens de les financer.

L'empreinte carbone de chaque action doit pouvoir être identifiée, afin d'aider les individus à faire des choix plus éclairés quant à leurs achats et à adapter leurs habitudes. L'importance du cycle de vie des produits ainsi que le recours à une économie du partage optimiseraient davantage le mode de consommation des citoyens. Les écoles devraient apprendre aux enfants à vivre de manière durable dès le plus jeune âge et les communautés locales devraient impliquer la société dans des initiatives respectueuses de l'environnement.

Grâce à la prévalence accrue de la production d'énergie renouvelable à usage domestique, chaque foyer pourra désormais fonctionner comme une petite centrale électrique. Les

consommateurs devraient avoir le pouvoir de participer de manière active au marché de l'énergie, de créer des communautés énergétiques et de vendre leur surplus d'énergie en le réinjectant dans le réseau. L'automatisation, la numérisation et l'utilisation de technologies telles que les compteurs intelligents, l'internet des objets, l'intelligence artificielle ou la 5G nécessiteront de nouveaux investissements dans la cybersécurité et la protection des données. En outre, les défis liés à l'augmentation de la consommation d'énergie à l'ère du numérique doivent être correctement évalués et relevés.

3. Être à la pointe de l'innovation verte, limiter les formalités administratives

Nous devons faire en sorte que les nouvelles technologies sortent plus rapidement du laboratoire pour entrer sur le marché, en créant une demande de produits et services innovants et en ouvrant ainsi de nouveaux débouchés commerciaux, en particulier pour les PME. L'amélioration de la durée de vie des batteries de nos appareils électroniques ainsi que de nos voitures électriques, y compris leurs infrastructures de recharges, constitue à la fois un défi et une opportunité. Le PPE se positionne en faveur d'une transition vers un cycle complet d'énergie verte basé en Europe, de l'approvisionnement à la production, en passant par le stockage et la distribution, réduisant ainsi les coûts énergétiques, plus spécialement pour les PME, tout en préservant la compétitivité et en créant des emplois verts ainsi qu'une certaine croissance au sein de l'UE.

La transformation de notre économie nécessitera une importante mobilisation de capitaux privés, dirigés selon un programme de financement durable, encourageant des investissements à long terme dans les technologies propres. Le budget de l'UE soutient également les investissements privés et publics dans des projets durables en utilisant intelligemment des instruments financiers tels que le Fonds européen pour les investissements stratégiques et son successeur, le programme InvestEU. Le prochain budget de l'UE pour 2021-2027 continuera de contribuer à la durabilité en allouant une grande partie aux objectifs climatiques.

La montagne de papiers à remplir pour demander l'aide de l'UE pour des investissements verts peut décourager même les candidats les plus déterminés. Les procédures ainsi que la réglementation doivent être simplifiées et rationalisées. Il faut assurer une meilleure absorption des programmes de financement de l'UE et lui donner la priorité. La distribution des fonds de l'UE doit en outre être minutieusement contrôlée et tout abus doit être fermement puni.

4. Une UE durable comme partenaire international solide dans la lutte contre le changement climatique

Les investissements dans les innovations vertes amélioreront la compétitivité internationale de l'UE. Des normes européennes strictes en matière d'environnement ainsi que de qualité des aliments et des produits ont déjà permis d'améliorer de manière significative la vie de nos

citoyens. Ces normes ne seront jamais compromises lors d'échanges avec des pays tiers. Le PPE soutient que tous les futurs accords commerciaux négociés entre l'UE et des tiers incluent une clause demandant aux parties de respecter l'accord de Paris et prévoient des mesures proportionnées et adéquates en cas de non-respect. Les efforts de préservation des forêts tropicales devraient être un facteur déterminant des relations commerciales de l'UE avec des pays tiers. Tout en soutenant l'UE dans la poursuite de son ambitieux agenda commercial mondial, le PPE souhaite que les instruments de défense commerciale de l'Union soient actualisés, renforcés et rendus plus solides sur le plan juridique. Le coût carbone des produits importés dans l'UE devrait être pris en compte afin que nous ne réimportions pas les émissions à la réduction desquelles nous travaillons dur. Des ajustements des émissions de carbone aux frontières sur de telles importations contribueraient à assurer des conditions de concurrence équitables et à éviter les fuites de carbone.

L'UE ne peut pleinement prospérer qu'avec un voisinage stable et florissant, conformément aux objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Le changement climatique exacerbera davantage les conflits, la pauvreté ainsi que la raréfaction de l'eau et des aliments, menaçant les moyens de subsistance de la population, particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique. Le PPE soutient la création d'un Plan Marshall avec l'Afrique axé sur les investissements, assurant un enseignement de qualité, en particulier pour les filles, créant des opportunités pour les jeunes et les formant à de nouvelles compétences, compatibles avec les emplois d'une économie durable. La politique internationale de développement doit donner la priorité aux investissements verts tout en assurant la responsabilité des fonds dépensés. Le Nouveau Partenariat pour l'Afrique devrait encourager davantage l'esprit d'entreprise dans les technologies à faible intensité de carbone et préparer les nouvelles générations africaines à faire face au défi du changement climatique tout en tenant compte de la forte croissance démographique.